

7. Januar 1981

Beteiligung der Schweiz<sup>an</sup> einer im Rahmen der COST (Europäische Zusammen-  
arbeit auf dem Gebiet der wissenschaftlichen und technischen For-  
schung) durchzuführenden konzertierten Forschungsaktion über  
"Auswirkungen der thermischen Behandlung und des Vertriebs auf  
Qualität und Nährwert von Lebensmitteln" (COST-Aktion 91)

Departement des Innern und Volkswirtschaftsdepartement. Gemein-  
samer Antrag vom 11. Dezember 1980 (Beilage)  
Departement für auswärtige Angelegenheiten. Mitbericht vom  
19. Dezember 1980 (Zustimmung)  
Justiz- und Polizeidepartement. Mitbericht vom 30. Dezember 1980  
(Zustimmung)  
Finanzdepartement. Mitbericht vom 24. Dezember 1980 (Beilage)  
Departement des Innern. Stellungnahme vom 6. Januar 1981  
(Zustimmung)  
Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement. Mitbericht vom  
22. Dezember 1980 (Zustimmung)

Gestützt auf den gemeinsamen Antrag des Departements des Innern  
und des Volkswirtschaftsdepartements und auf das Mitberichtsver-  
fahren hat der Bundesrat

b e s c h l o s s e n :

1. Das im Entwurf vorgelegte Abkommen wird genehmigt.
2. Der Chef der Schweizerischen Mission bei den Europäischen  
Gemeinschaften oder in seiner Abwesenheit sein Stellvertreter  
wird ermächtigt, dieses Abkommen zu unterzeichnen und dem  
Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften den  
Abschluss der für die Inkraftsetzung des Abkommens notwendigen  
innerschweizerischen Verfahren zu notifizieren.
3. Da es sich, bei den Leistungen des Bundes an COST-Aktionen um  
eigentliche Subventionen handelt, muss sich die Wirkung des  
Herabsetzungsbeschlusses auf die jährlichen Ausgaben-Limiten  
für COST-Aktionen erstrecken, was eine 10 prozentige Kürzung  
der betreffenden Brutto-Finanzplanzahlen zur Folge hat.
4. Der Antragstext ist wie nachstehend zu berichtigen:
  - S. 7 (und in der Zusammenfassung); Ziffer 7, zweite Zeile:  
statt Bundesratsbeschluss: Bundesbeschluss
  - S. 4, drittletzte Zeile: der Satz "Die im Bundesratsbeschluss...  
entnommen" ist durch folgenden neuen Satz zu ersetzen:  
"Die Mittel werden dem im Bundesbeschluss vom 13.12.1979 über  
den Voranschlag der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BB1  
1979 III 1158) erwähnten Verpflichtungskredit für die COST  
von 8 Mio. Franken entnommen."
  - S. 8, erste Zeile: statt SR 422.42 muss es heissen: SR 420.52

- 2 -

Veröffentlicht

Basel, den 11. Dezember 1980

Veröffentlichung:  
Amtliche Sammlung

An den Bundesrat

Protokollauszug (Antrag ohne Beilage) an:

- BK 1 (Rc) zum Vollzug
- EDI 9 (BBW 5, GS 3, BUS 1) zum Vollzug
- EVD 12 (GS 5, BAWI 2, IB 5) zum Vollzug
- EDA 6 zur Kenntnis
- EJPD 3 " "
- EFD 7 " "
- EVED 5 " "
- EFK 2 " "
- FinDel 2 " "

Für getreuen Auszug,  
der Protokollführer:

1. Historique

Le projet de l'action 90 orientée sur les propriétés physiques des aliments, cette action 91 consacrée aux propriétés nutritives a pour origine une proposition de la Suède qui fut remise aux Comités européens en 1974.

Un groupe ad hoc de chercheurs européens, comprenant aussi des suisses, a élaboré le contenu scientifique de cette action. En 1977, les objectifs étaient assez clairement cristallisés pour que les activités de recherche puissent commencer. Malheureusement, des difficultés d'ordre psychologique, procédural et politique ont retardé le démarrage si bien que maintenant seulement la réalisation de l'action est envisagée.

2. Motivation

Le transport, le stockage et le traitement des aliments avant la consommation constituent une chaîne d'opérations qui présente encore de nombreux problèmes malgré la somme d'expériences acquises.

Ausgeteilt

Bern, den 11. Dezember 1980

An den BundesratBeteiligung der Schweiz  
an der COST-Aktion 91

Wir unterbreiten Ihnen heute den Antrag betreffend die Beteiligung der Schweiz an einer im Rahmen der COST (Europäische Zusammenarbeit auf dem Gebiet der wissenschaftlichen und technischen Forschung) durchzuführenden konzertierten Forschungsaktion über "Auswirkungen der thermischen Behandlung und des Vertriebs auf Qualität und Nährwert von Lebensmitteln" (COST-Aktion 91) zuzustimmen.

### 1. Historique

Tout comme l'action 90 orientée sur les propriétés physiques des aliments, cette action 91 consacrée aux propriétés nutritives a pour origine une proposition de la Suède qui fut remise aux Communautés européennes en 1974.

Un groupe ad hoc de chercheurs européens, comprenant aussi des suisses, élaborera le contenu scientifique de cette action. En 1977, les objectifs étaient assez clairement cristallisés pour que les activités de recherche puissent commencer. Malheureusement, des difficultés d'ordre psychologique, procédural et politique ont retardé le démarrage si bien que maintenant seulement la réalisation se dessine.

### 2. Motivation

Le transport, le stockage et le traitement des aliments avant la consommation constituent une chaîne d'opérations qui présente encore de nombreux problèmes malgré la somme d'expériences acquises.

Par exemple, les produits à base de lait réfrigéré sont souvent altérés en raison d'un processus biologique mal connu. On ignore aussi pourquoi le poisson congelé présente un goût très différent de celui du poisson frais ce qui en limite sa consommation. Les traitements thermiques de conservation des aliments qui souvent constituent une séquence d'opérations (réfrigération - congélation) peuvent entraîner une perte de la valeur biologique et nutritive des protéines. Une meilleure connaissance de ces processus est nécessaire si on veut améliorer la valeur nutritive des produits conservés.

En outre, de nouveaux problèmes se posent en raison de la prise de conscience de la limite des ressources alimentaires et énergétiques. Il s'agit par exemple de trouver les méthodes de conservation des aliments qui soient les plus économiques du point de vue de la consommation énergétique tout en répondant aux exigences de l'hygiène et de la qualité nutritive.

Une approche de ces questions d'une manière plus coordonnée en Europe est nécessaire, car elle permet de tendre vers des systèmes communs d'évaluation de la qualité nutritive des aliments; elle permet aussi d'approcher un problème déterminé dans les différents maillons de la chaîne alimentaire qui se situent entre la production (celle-ci non comprise) et la consommation.

Enfin, une action de recherche européenne est le seul moyen d'intégrer dans les démarches scientifiques et techniques la diversité régionale des sources alimentaires et les habitudes des consommateurs.

Il n'est pas exclu que les connaissances acquises au cours de cette action permettront de stimuler l'échange des produits alimentaires entre divers pays européens.

En Europe et particulièrement en Suisse, les produits alimentaires sont élaborés en grande partie par un ensemble complexe de petites et moyennes entreprises qui souvent ne disposent pas de dispositifs de recherche. L'appui que cette action fournira à ces entreprises n'est pas négligeable.

### 3. Les objectifs généraux

Le but de cette action consiste à mieux connaître les effets des traitements par la chaleur ou par le froid sur la valeur nutritive des produits alimentaires.

Plusieurs sujets de recherche sont prévus concernant le lait, les fruits, les légumes, les céréales, le poisson et la viande. Par exemple, concernant le lait, il est notamment prévu d'étudier les effets des traitements par la chaleur ou la réfrigération sur les propriétés de la caséine.

Concernant les fruits et les légumes, on pense étudier l'effet combiné des traitements par le chaud et le froid et d'autres traitements préliminaires.

Quant aux céréales, on étudiera entre autres l'effet des traitements thermiques non classiques sur la production d'aliments à base de céréales.

Un projet est prévu concernant la valorisation de la pêche. En effet, étant donné le rendement nettement moindre de la pêche des poissons de table classiques, on se penchera dans cette action sur le problème d'une meilleure utilisation des déchets des poissons et des espèces insuffisamment exploitées.

Dans le domaine de la conservation de la viande, on se propose de mieux harmoniser les efforts de recherche actuellement en cours en Europe qui visent à mettre au point une méthode optimale de réfrigération, de congélation et de dégellement des viandes.

Dans l'ensemble de ces recherches, la perspective de la nutrition humaine sera incluse. Sur le plan de la méthode d'analyse, on espère notamment développer des tests de laboratoire rapides et fiables pour l'évaluation de la qualité des protéines. Sur le plan général de la nutrition, on envisage de préciser les conséquences nutritionnelles de la consommation d'aliments ayant subi un traitement.

#### 4. La participation

Jusqu'à présent une douzaine de pays européens ont exprimé leur volonté de participer à cette action. Il peut être utile de noter que collaborent avec les grands pays européens, d'une part des pays nordiques (Suède, Finlande, Danemark, Norvège) et d'autre part des pays méditerranéens tels que la Grèce et l'Italie. Les conditions semblent donc réalisées pour que cette activité de recherche débouche sur des nouvelles connaissances au niveau scientifique et des réalisations praticables en Europe occidentale.

Concernant la participation suisse, plusieurs institutions suisses publiques et privées collaboreront à la bonne marche de cette action, en particulier:

- |   |   |
|---|---|
| - Institut für Ernährungs-<br>forschung<br>8803 <u>Rüschlikon</u>   | - Eidg. Forschungsanstalt für<br>Milchwirtschaft<br>3097 <u>Liebefeld-Bern</u>  |
| - F. Hoffmann-La Roche & Co. Ltd.<br>Department of Vitamin and<br>Nutritional Research<br>4002 <u>Basel</u> | - Biochemisches Institut<br>der Universität Basel<br>4000 <u>Basel</u>  |
| - Institut für anorganische<br>Chemie der Universität Basel<br>4000 <u>Basel</u>                            | - Institut für Lebensmittel-<br>wissenschaft ETH<br>Labor für Chemie, Technologie<br>und Bodenkunde<br>8000 <u>Zürich</u> |

La coordination en Suisse sera assurée par le Professeur Brupbacher, division des recherches en nutrition de la maison Hoffmann-La Roche à Bâle.

#### 5. Kosten

Für die drei Jahre dauernde Aktion wird schweizerischerseits mit Aufwendungen von 800'000 Franken gerechnet, die im Rahmen der Mittel gedeckt werden können, welche gemäss Finanzplan des Bundes für die Jahre 1980-1982 vom 6.12.1979 für COST-Aktionen vorgesehen sind. Die im Bundesratsbeschluss vom 13.12.1979 über den Voranschlag der Schweizerischen Eidgenossenschaft erwähnten Mittel werden aus dem Verpflichtungskredit für die COST von 8 Mio. Franken entnommen.

Der schweizerische Beitrag setzt sich zusammen aus den staatsvertraglich vorgesehenen Beiträgen an das von der EG-Kommission gestellte Sekretariat der Aktion (Koordinationskosten) in der Höhe von ERE 24'000 (ca. 50'000 Franken) und aus den mit ca. 750'000 Franken budgetierten Zuwendungen an schweizerische Forschungsinstitute. Angesichts der geschätzten Gesamtaufwendungen aller beteiligten Länder von 9 Mio. ERE (ca. 21 Mio. Franken) hält sich der schweizerische Beitrag für die Aktion in einem angemessenen Rahmen.

#### 6. Völkerrechtliche und integrationspolitische Aspekte der Zusammenarbeit

61 Das Forschungsvorhaben wird durch einen völkerrechtlichen Vertrag mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft begründet. Hierbei tritt die EWG als Vertragspartner an die Stelle ihrer Mitgliedstaaten. Sie tut dies aufgrund eines EG-Ratsentscheids vom Januar 1974, mit welchem nicht nur die Rechtsgrundlage für eine gemeinschaftliche Wissenschaftspolitik geschaffen wurde, sondern worin zugleich ihre funktionell begrenzte Zuständigkeit zum Abschluss von Verträgen mit Drittstaaten um diesen Bereich erweitert wurde. Der Ausschuss Hoher Beamter der COST hat dieser Entwicklung mit seiner Erklärung vom 14.12.1978 über "Verfahren für die Zusammenarbeit im COST-Rahmen" (vgl. Beilage 4 des 12. Aussenwirtschaftsberichts; BBl 1979 I 310) Rechnung getragen. Dieses Arrangement beschreibt das geltende Verhältnis zwischen der Gemeinschaft und der COST; es erläutert in knapper Form, wie die Zusammenarbeit im einzelnen zu gestalten sei und welche Vertragsformen dabei Anwendung finden sollen. Der vorliegende Abkommensentwurf entspricht dem in der genannten Erklärung als "Kategorie II" dargestellten Sachverhalt.

62 Dabei geht es, aus der Sicht der Gemeinschaft, einerseits um eine gemeinschaftsinterne, von der EG-Kommission koordinierte Forschungsaktion der EG-Staaten und andererseits um ein kongruentes Programm im Rahmen der COST, an welchem sich neben der Gemeinschaft die zehn der EG nicht angehörenden COST-Staaten beteiligen können. Die Vergemeinschaftung beschränkt sich im EG-internen Verhältnis darauf, dass gewisse, in einem noch zu

fassenden Ratsbeschluss aufgeführte Forschungsprogramme der Mitgliedstaaten auf dem Gebiet der "Auswirkungen der thermischen Behandlung und des Vertriebs auf Qualität und Nährwert von Lebensmitteln" von der EG-Kommission koordiniert werden. Diese für den innergemeinschaftlichen Gebrauch entwickelte Koordinationskompetenz beinhaltet jedoch keineswegs ein zentrales Aufsichts- oder Weisungsrecht der Kommission, da die Regierungen der EG-Staaten für ihre der Koordination unterstellten nationalen Programmkomponenten materiell und finanziell voll verantwortlich bleiben. Vielmehr handelt es sich um eine den Charakter der Aktion bestimmende Tätigkeit der Abstimmung und Informationsübermittlung, die auch den Einsatz besonderer personeller und finanzieller Ressourcen ermöglicht. Hiezu kommt, dass es im Aussenverhältnis gemäss dem klassischen Verfahren des EWG-Vertrags (Art. 235 EWGV) der Kommission obliegt, mit Drittstaaten Abkommen über die Zusammenarbeit auszuhandeln, während der EG-Rat als Vertragspartner auftritt.

63 Aus schweizerischer Sicht stellt die Substitution der EG-Staaten durch die Gemeinschaft eine EG-interne Entscheidung dar, von der die Schweiz nicht direkt betroffen wird. Es ist also Sache der EG bzw. ihrer Mitgliedstaaten, zu entscheiden, welche ihrer Instanzen als vertragliche Partner der Schweiz auftreten sollen, wobei dieser Entscheid an sich keinen Einfluss auf die Tatsache auszuüben hat, dass die Partnerschaft nur unter Gleichberechtigten möglich ist. Das einheitliche forschungspolitische Auftreten der Gemeinschaft im Rahmen der COST gibt der EG indessen ein wachsendes Uebergewicht, das zu verkennen politisch unrealistisch wäre. Dieses Uebergewicht rührt daher, dass die Substitution der EG-Staaten durch die Gemeinschaft eine EG-interne Vorabsprache bedingt, was bedeutet, dass auch auf diesem Gebiet der Fortschritt der Europäischen Zusammenarbeit massgeblich vom innergemeinschaftlichen Fortschritt abhängt.

64 Der Vertragsentwurf definiert die COST-Aktion als Abstimmung zwischen dem Programm der "innergemeinschaftlichen konzertierten Aktion" und den einschlägigen Programmen der beteiligten Nicht-



EG-Staaten (Art. 1, Abs. 2). Die individuelle Verantwortung jedes Einzelstaates für die durch ihn ausgeführten Forschungsarbeiten wird ausdrücklich festgehalten (Art. 1, Abs. 3). Diese im französischen Text als "concertation" bezeichnete Abstimmung erfolgt durch einen Ausschuss, dem die Vertreter aller beteiligten Staaten (also auch der EG-Staaten) und der Kommission sowie ein Projektleiter angehören (Art. 2 und Anhang B) und dessen Sekretariat gegen Entgelt von der EG-Kommission wahrgenommen wird (Art. 2, Abs. 2, Art. 4, Abs. 1; Ziff. 2 des Anhangs zu Anhang C). In diesem Ausschuss erfolgt auch der in Art. 5 beschriebene Informationsaustausch. Der in Art. 3 erwähnte Projektleiter ist das ausführende Organ des Sekretariats der Aktion; seine Tätigkeit wird vom Ausschuss überwacht (Ziff. 1.4 des Anhangs B). Die Koordinationskosten (Art. 4) umfassen Beiträge an das Sekretariat der Aktion, Kosten für Verträge mit Sachverständigen, für die Organisation von Sitzungen (Saalmiete, Uebersetzung), Druckkosten für Berichte, usw. Die Kommission rechnet am Ende jedes Haushaltjahres über diese Beträge ab (Art. 6 des Anhangs C). Die Artikel 6 und 7 schliesslich regeln die Uebergangsbestimmungen, wobei besonders das bei COST-Aktionen übliche Recht zu Gunsten jener COST-Staaten, die an der Aktion nicht von Anfang an beteiligt sind, verankert wird, in einem Zeitraum von sechs Monaten nach Inkrafttreten des Abkommens aufgrund einer einseitigen Beitrittserklärung als vollwertige Partner an der Aktion teilzunehmen (Art. 6, Abs. 3).

## 7. Rechtsgrundlage

Die Rechtsgrundlage für die dargestellte Regelung findet sich im Bundesratsbeschluss vom 16.12.1977 über die Mitwirkung der Schweizerischen Eidgenossenschaft an der Europäischen Zusammenarbeit auf dem Gebiet der wissenschaftlichen und technischen Forschung (COST), mit dessen Art. 1, Abs. 1 der Bundesrat ermächtigt wird, "im Rahmen der Europäischen Zusammenarbeit auf dem Gebiet der wissenschaftlichen und technischen Forschung (COST), Vereinbarungen mit anderen europäischen Staaten und den Europäischen Gemeinschaften abzuschliessen und dabei finanzielle Verpflichtungen bis zur Höhe der

hierfür bewilligten Kredite einzugehen" (SR 422.42). Da der Bundesrat von der Bundesversammlung durch eine Delegation zum Abschluss von Verträgen im Rahmen der COST ermächtigt worden ist, und demnach keine Genehmigung durch die Eidgenössischen Räte erforderlich ist, können alle drei Abkommen ohne Ratifizierungsvorbehalt unterzeichnet werden.

#### 8. Unterzeichnung der Abkommen

Mit der Unterzeichnung des Abkommens ist der Chef der Schweizerischen Mission bei den Europäischen Gemeinschaften oder in seiner Abwesenheit sein Stellvertreter zu betrauen. Gleichzeitig ist der Chef der Schweizerischen Mission bei den Europäischen Gemeinschaften zu ermächtigen, in Anwendung von Art. 6, Abs. 2 des Abkommens den Abschluss der für dessen Inkraftsetzung notwendigen inner-schweizerischen Verfahren dem Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften zu notifizieren.

#### 9. Pressemitteilung

Eine Pressemitteilung wird erst anlässlich der Unterzeichnung des Abkommens veröffentlicht.

#### 10. Ergebnis der Rücksprache mit anderen Departementen

Die Direktion für Völkerrecht (EDA), das Bundesamt für Justiz (EJPD), die Eidg. Finanzverwaltung (EFD), das Bundesamt für Landwirtschaft und das Bundesamt für wirtschaftliche Kriegsvorsorge (beide EVD) sowie das Bundesamt für Energiewirtschaft (EVED) sind im Rahmen eines kleinen Mitberichtsverfahrens begrüsst worden; die genannten Bundesämter unterstützen den Antrag in seiner vorliegenden Fassung.

11.

#### A n t r a g :

1. Das im Entwurf beiliegende Abkommen wird genehmigt.
2. Der Chef der Schweizerischen Mission bei den Europäischen Gemeinschaften oder in seiner Abwesenheit sein Stellvertreter wird ermächtigt, dieses Abkommen zu unterzeichnen und

dem Generalsekretär des Rates der Europäischen Gemeinschaften den Abschluss der für die Inkraftsetzung des Abkommens notwendigen innerschweizerischen Verfahren zu notifizieren.

3. Das Abkommen ist in die amtliche Sammlung aufzunehmen.

EIDG. DEPARTEMENT DES INNERN

*Hürlimann*

EIDG. VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

*Kamasser*

Beilage erwähnt

Zum Mitbericht:

- EDA
- EJPD
- EFD

Protokollauszug:

- EDI (BBW 5 Ex. zum Vollzug; GS 3 Ex.; BUS 1 Ex.)
- EVD (GS 2 Ex.; BAWI 2 Ex.; IB 5 Ex. zum Vollzug)
- EDA z.K.
- EJPD z.K.
- EFD z.K.



EIDGENÖSSISCHES FINANZ- UND ZOLLDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES ET DES DOUANES  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE E DELLE DOGANE

3003 Bern, 24. Dezember 1980

No. 6171.....

Ausgeteilt

An den Bundesrat

Beteiligung der Schweiz an der COST-Aktion 91

Mitbericht

zum Antrag EDI/EVD vom 11. Dezember 1980

Dem gemeinsamen Antrag von EDI und EVD stimmen wir grundsätzlich zu, legen aber Wert auf folgende Verdeutlichung der durch den Bundesbeschluss vom 20. Juni 1980 über die Herabsetzung von Bundesleistungen in den Jahren 1981, 1982 und 1983 ("Herabsetzungsbeschluss") hinsichtlich der COST-Aktionen geschaffenen Lage:

1. Leistungen für bestimmte COST-Aktionen unterstehen dem "Herabsetzungsbeschluss" nicht und bleiben ungekürzt, weil sich der Bund gegenüber der EG zur Erbringung dieser Leistungen vertraglich verpflichtet hat.

Dies ändert jedoch nichts daran, dass es sich bei den Leistungen des Bundes an COST-Aktionen um eigentliche

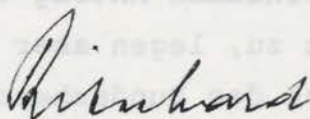
Subventionen handelt. Deshalb muss sich die Wirkung des "Herabsetzungsbeschlusses" zumindest auf die jährlichen Ausgaben-Limiten für COST-Aktionen erstrecken, was eine 10prozentige Kürzung der betreffenden Brutto-Finanzplanzahlen zur Folge hat.

2. Unter diesen Umständen werden in den nächsten Jahren aus heutiger Sicht folgende Zahlungskredite für COST-Aktionen zur Verfügung stehen:

1981	(gem. VA)	2,025 Mio Fr.	(statt 2,250 Mio Fr.)
1982	(gem. rev. FP)	2,115 Mio Fr.	(statt 2,350 Mio Fr.)
1983	(gem. rev. FP)	2,205 Mio Fr.	(statt 2,450 Mio Fr.)

Dieser Reduktion der künftigen Zahlungskredite ist durch entsprechende Zurückhaltung beim Abschluss weiterer COST-Abkommen Rechnung zu tragen.

EIDG. FINANZDEPARTEMENT



Ritschard